



Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz
Rue de l'Industrie 26-38
1040 Bruxelles
Tél. : 02/289.76.11
Fax: 02/289.76.09

COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ

DECISION FINALE

(B)160922-CDC-1563

relative à

« la demande d'approbation de la proposition de contrat pour l'achat de certificats verts entre la S.A. ELIA SYSTEM OPERATOR et la S.A. NORTHER »

adoptée en application de l'article 14, §1er, quatrième alinéa de l'arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion de l'électricité produite à partir des sources d'énergies renouvelables

22 Septembre 2016

TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION.....	3
II.	CADRE LEGAL.....	4
II.1	Législation nationale.....	4
II.2	Législation européenne.....	4
III.	ANTECEDENTS.....	6
III.1	Généralités.....	6
III.2	Consultation.....	6
IV.	ANALYSE DE LA PROPOSITION DE CONTRAT.....	9
V.	CONDITION SUSPENSIVE.....	12
VI.	CONCLUSION.....	14
	ANNEXE 1.....	16
	ANNEXE 2.....	17
	ANNEXE 3.....	18

I. INTRODUCTION

La COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ (ci-après : « CREG ») examine ci-après, en application de l'article 14, §1^{er}, quatrième alinéa de l'arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion de l'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables (ci-après : « l'arrêté royal du 16 juillet 2002 »), la proposition de contrat pour l'achat de certificats verts (ci-après : « la proposition de contrat ») entre le gestionnaire du réseau, la S.A. Elia System Operator (ci-après : « ELIA »), et la S.A. NORTHER (ci-après : « NORTHER »).

En application de l'article 14, §1^{er}, quatrième alinéa de l'arrêté royal du 16 juillet 2002, « l'obligation d'achat de certificats verts pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne telle que décrite en 1° (de l'article 14, §1^{er})¹, fait l'objet, sur proposition du gestionnaire de réseau, d'un contrat entre le titulaire de la concession domaniale et le gestionnaire de réseau, proposition qui est soumise à l'approbation » de la CREG.

En application de la fin de l'article 14, §2, in fine, de l'arrêté royal du 16 juillet 2002, la CREG contrôle les obligations du gestionnaire du réseau qui découlent de cet arrêté.

Lors de sa réunion du 22 septembre 2016, le Comité de direction de la CREG a approuvé la décision finale.

¹ Ajout de la CREG.

II. CADRE LEGAL

II.1 Législation nationale

1. L'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de la loi électricité dispose :

« Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition de la commission, le Roi peut :

1° prendre des mesures d'organisation du marché, dont la mise en place de mécanismes, gérés par la commission, en vue de l'octroi de certificats de garantie d'origine et de certificats verts pour l'électricité produite conformément à l'article 6, ainsi que l'établissement d'une obligation de rachat à un prix minimal et de revente par le gestionnaire du réseau de certificats verts octroyés par les autorités fédérale ou régionales, afin d'assurer l'écoulement sur le marché, à un prix minimal, d'un volume minimal d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables.

[...] »

2. L'article 7, §1^{er} de la loi électricité a été mis en œuvre par l'arrêté royal du 16 juillet 2002. Cet arrêté royal a été modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 4 avril 2014.

3. L'article 14, §1^{er} de l'arrêté royal du 16 juillet 2002 prévoit :

« § 1^{er} En vue d'assurer l'écoulement sur le marché d'un volume minimal d'électricité verte, un système de prix minima d'achat est établi selon les conditions qui suivent.

Le gestionnaire du réseau, dans le cadre de sa mission de service public, a l'obligation d'acheter au producteur d'électricité verte qui en fait la demande, les certificats verts octroyés en vertu du présent arrêté ainsi que des décrets et ordonnance électricité, à un prix minimal fixé, selon la technologie de production, à :

(...)

Cette obligation d'achat de certificats verts prend cours à la mise en service de l'installation de production, pour une période de dix ans. En dérogation à ce qui précède, une période de vingt ans s'applique lors de la mise en service d'une installation de production d'énergie éolienne off-shore.

L'obligation d'achat de certificats verts d'électricité produite à partir d'énergie éolienne telles que décrites à l'alinéa 2, 1°, fait l'objet, sur proposition du gestionnaire du réseau, d'un contrat entre le titulaire de la concession domaniale et le gestionnaire du réseau, proposition qui est soumise à l'approbation de la commission.

II.2 Législation européenne

4. L'article 107, § 1^{er} du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après le « TFUE ») prévoit : *« Sauf dérogations prévues par les traités, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce*

soit qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions ».

L'article 108, § 3 du TFUE prévoit quant à lui : « La Commission est informée, en temps utile pour présenter ses observations, de tout projet tendant à instituer ou à modifier des aides. Si elle estime qu'un tel projet n'est pas compatible avec le marché intérieur, aux termes de l'article 107, elle ouvre sans délai la procédure prévue au paragraphe précédent. L'État membre intéressé ne peut mettre à exécution les mesures projetées, avant que cette procédure ait abouti à une décision finale. »

Cette disposition contient la règle appelée généralement « obligation de *standstill* ».

Par « mise en vigueur », il convient d'entendre non seulement le paiement effectif de l'aide, mais également le moment où le droit à l'aide est octroyé en vertu de la législation nationale. À défaut pour l'Etat membre de respecter cette obligation, l'aide octroyée – à savoir la décision octroyant l'aide – sera considérée comme illégale.

Toute autorité de l'Etat membre est tenue par cette obligation. En sa qualité d'autorité administrative - même indépendante - la CREG doit elle aussi respecter la règle de *standstill*.

III. ANTECEDENTS

III.1 Généralités

5. Le 3 mai 2016, la CREG a reçu par e-mail une première proposition de NORTHER relative à la méthode de mesure de l'électricité verte.

6. La CREG a transmis ses remarques et questions à NORTHER par e-mail du 6 juin 2016.

7. Durant la période du 9 au 28 juin 2016, NORTHER a fourni des explications et des réponses complémentaires à la CREG concernant la méthode de mesure.

8. Le 29 juillet 2016, la CREG a reçu par porteur d'ELIA une demande d'approbation d'une proposition de contrat pour l'achat de certificats verts entre ELIA et NORTHER.

9. Le 1^{er} septembre 2016, la CREG a adopté le projet de décision 1563 sur la proposition de contrat² (ci-après « le projet de décision 1563 »), sur lequel les parties concernées (ELIA en NORTHER) ont été consultées (voir chapitre III.2. Consultation).

Le 9 septembre 2016, la CREG a reçu par e-mail d'ELIA une réaction à la consultation relative au projet de décision 1563.

10. Le 12 septembre 2016, la CREG a reçu par e-mail de NORTHER une réaction à la consultation relative au projet de décision 1563.

III.2 Consultation

11. Conformément à l'article 33, §1^{er} du règlement d'ordre intérieur du comité de direction, la CREG est tenue d'organiser une consultation publique avant de prendre une décision, sans préjudice des exceptions visées à la section 3 de ce chapitre. Pour qu'il y ait consultation publique, une consultation doit être lancée sur le site Web de la CREG.

² Projet de décision (B)160901-CDC-1563 du 1^{er} septembre 2016 relative à « la d'approbation de la proposition de contrat pour l'achat de certificats verts entre la S.A. ELIA SYSTEM OPERATOR et la S.A. NORTHER ».

A ce sujet, l'article 47, §1^{er} du règlement d'ordre intérieur du comité de direction prévoit que, dans le cadre de toute publication, le comité de direction veille à ne pas divulguer d'informations confidentielles

12. L'article 41 du règlement d'ordre intérieur du Comité de direction prévoit toutefois que le Comité de direction peut décider d'organiser une consultation non publique si la décision n'aura de conséquence juridique que pour une seule personne ou un nombre limité de personnes identifiables en limitant la consultation aux personnes concernées.

Le Comité de direction a constaté que tel était le cas du projet de décision 1563 : dans la mesure où il approuve la proposition de contrat relatif à l'achat, par le gestionnaire du réseau, de certificats verts d'électricité produite à partir d'énergie éolienne, le projet de décision n'avait strictement de conséquences juridiques que pour les parties aux contrats, à savoir ELIA et NORTHER.

Le Comité de direction a en outre relevé en l'espèce que le choix d'une consultation limitée à ELIA et NORTHER a été justifié par le fait que NORTHER souhaite réaliser son financial close dans les prochaines semaines et par le fait que la proposition de contrat – et la présente décision y afférente – ne porte que sur la mise en œuvre, pour les parties intéressées, à savoir ELIA et NORTHER, de décisions antérieures, et par le fait que la présente décision porte uniquement sur la compatibilité de la proposition de contrat avec la loi électricité et l'arrêté royal du 16 juillet 2002.

En conséquence, le Comité de direction décide, en application de l'article 41 du Règlement d'ordre intérieur, d'organiser une consultation du présent projet de décision limitée à ELIA et NORTHER.

Cette consultation s'est tenue du 05/09/2016 (à minuit CET) au 19/09/2016 (à minuit CET) inclus.

Dans sa réponse du 9 septembre 2016 (voir annexe 2 de la présente décision), ELIA formule deux remarques :

“- Met betrekking tot de opschortende voorwaarde in de beslissing (het positieve antwoord van de Europese Commissie), acht Elia deze voorwaarde niet als een hinderpaal voor de ondertekening en finalisatie van het contract gezien het feit dat het contract reeds een bijzondere bepaling bevat die ook een link maakt naar een positieve goedkeuring van de Europese Commissie.

- Met betrekking tot de opmerking rond bijlagen 3 en 4, erkent Elia de analyse van de CREG. Elia zal in afstemming met Norther de aangepaste bijlagen ter goedkeuring aan de CREG voorleggen. “

Dans sa réponse du 12 septembre 2016 (voir annexe 3 de la présente décision), NORTHER déclare ne pas avoir de remarques à formuler sur le projet de décision. Dans sa réponse, Norther demande toutefois à la CREG de bien vouloir traiter comme confidentielles les annexes 2 et 5 au contrat :

“ Wij willen u verzoeken de bijlage 2 aan het contract voor het aankopen van groenestroomcertificaten en de bijlage 5 met de zgn. verzakingsbrief vertrouwelijk te willen markeren en behandelen.

Deze gegevens betreffen onder meer gevoelige commerciële informatie. Wij dienen onder meer een contractuele vertrouwelijkheidsverplichting na te leven ten aanzien van de partijen met wie we in onderhandeling zijn geweest.”

Avant de procéder à la publication de la présente décision finale, la CREG contactera toutes les parties intéressées afin de définir les informations qui doivent être considérées comme confidentielles, conformément à l'article 47 de son règlement d'ordre intérieur.

Ces remarques ne sont pas de nature à modifier la décision de la CREG relative à la proposition de contrat.

IV. ANALYSE DE LA PROPOSITION DE CONTRAT

La proposition de contrat figure en annexe 1 de la présente décision.

Article 1^{er} Définitions

13. L'article 1^{er} du contrat contient les définitions utilisées.

14. Le terme « Minimumprijs » est défini comme suit :

“de minimumprijs uitgedrukt per groenestroomcertificaat, zoals bepaald door de CREG op grond van het K.B. van 16 juli 2002 op basis van een LCOE die in een CREG beslissing wordt vastgelegd.”

La CREG signale qu'il est question ici d'« une décision de la CREG », alors que plus haut dans le texte (dans les dispositions qui précèdent), « la décision de la CREG » est définie comme la décision finale de la CREG dans laquelle le LCOE et le facteur de correction ont été fixés pour la concession domaniale de NORTHER³. La CREG ne voit pas bien s'il s'agit de la même décision. La CREG note en outre que la décision finale (B)160901-CDC-1550 comporte une condition suspensive pour l'entrée en vigueur de cette décision et que, si les conditions ne sont pas remplies, une nouvelle décision relative au LCOE et au facteur de correction pourrait être prise. La CREG estime dès lors que la référence à « une décision de la CREG » est acceptable.

Article 4 Obligation d'achat des certificats verts

15. La CREG observe que la note de bas de page de l'article 4.2 de la proposition de contrat mentionne que la proposition de modalités annexée doit concorder avec la gestion de la banque de données et peut être adaptée en fonction le cas échéant. La CREG reconnaît l'utilité de cette flexibilité prévue, étant donné que la banque de données est en cours de développement et qu'il conviendra d'étudier en temps voulu avec les parties intéressées quelles fonctionnalités le logiciel doit précisément comporter conformément à l'arrêté royal du 16 juillet 2002.

La CREG estime que le gestionnaire de réseau, en concertation avec la CREG et avec l'accord de NORTHER, doit soumettre une modification de l'article 4 du contrat à son

³ Décision finale (B)160901-CDC-1550 de la CREG du 1^{er} septembre 2016.

approbation si cela s'avérait nécessaire à la suite du développement de la banque de données de certificats verts par la CREG conformément à l'arrêté royal du 16 juillet 2002.

16. La condition de l'article 4.2.1 qui prévoit que les certificats verts demeurent valables encore 6 mois à compter de leur transfert ne lie pas *stricto sensu* l'arrêté royal du 16 juillet 2002 à l'obligation d'achat d'ELIA.

Si l'on admet qu'ELIA est tenue d'acheter des certificats verts, dont la durée de validité expire le jour suivant (interprétation strictement littérale de l'article 14 de l'arrêté royal du 16 juillet 2002), elle n'aurait plus la possibilité de vendre ces certificats verts sur le marché (qui n'existe en effet pas encore). Ainsi, l'obligation pour le gestionnaire de réseau de mettre régulièrement sur le marché les certificats achetés, afin de récupérer les coûts liés à l'obligation d'achat, perdrait son utilité ; le coût total pour ELIA serait systématiquement intégré dans le tarif d'obligation de service public pour le financement de certificats verts, ce qui n'était pas l'objectif du législateur selon la CREG.

En outre, on peut faire remarquer que, compte tenu de l'absence d'indexation du LCOE, NORTHER ne dispose d'aucun incitant pour attendre plusieurs années avant de vendre ses certificats verts à ELIA.

Pour les raisons précitées, la CREG estime que l'exigence selon laquelle un certificat vert reste valable quelque temps après le transfert exclut d'éventuelles discussions sur l'abus de droit et que le délai de 6 mois proposé est ainsi acceptable.

Article 6 Echange d'informations

17. L'article 6.1 de la proposition de contrat décrit le comptage de l'électricité produite par les éoliennes offshore. Au deuxième alinéa, « de netto geproduceerde energie » est définie comme suit :

« De netto geproduceerde Offshore windenergie is de door de Offshore Productie-installaties geproduceerde energie verminderd met de daarvan door de functionele installaties van de Offshore Productie-installaties verbruikte energie en wordt gemeten vóór eventuele transformatie. »

Cette méthode de mesure est également confirmée dans la documentation de Vestas figurant à l'annexe 2 de la proposition de contrat.

18. Sur le principe, la CREG peut approuver cette méthode de mesure car elle permet de mesurer directement la production nette sans que des calculs supplémentaires soient

nécessaires. Toutefois, la CREG signale que ce mesurage doit se faire, conformément à l'article 7, §2 de l'arrêté royal du 16 juillet 2002, au moyen d'un compteur électrique séparé du reste de l'installation et que l'organisme agréé appose les scellés utiles lors de l'établissement du certificat de garantie d'origine en plus de la validation nécessaire du mesurage en collaboration avec la CREG et de la certification des appareils de mesure, et ce afin de garantir une mesure fiable de la production nette.

19. L'annexe 3 est intitulée "Certificaat ter validatie van de meetmethodiek overeenkomstig artikel 6.1. van de overeenkomst" et comporte le texte suivant :

"Dit certificaat zal worden aangeleverd door een onafhankelijk erkend organisme zodra het meetprincipe effectief zal kunnen worden gevalideerd in overeenstemming met artikel 6.1, en doet geen enkele afbreuk aan de verplichtingen van contractspartijen onder de Overeenkomst."

L'absence d'annexe 3 validant le principe de mesurage conformément à l'article 6.1., à savoir la mesure de la production nette avant transformation, n'empêche pas l'approbation du contrat. Néanmoins, la CREG ne peut se prononcer sur l'annexe 3 manquante.

20. L'annexe 4 est intitulée "Goedkeuringsbeslissing CREG met betrekking tot de aanvraag groenestroommethodiek" et comporte le texte suivant :

"Deze beslissing zal worden aangeleverd zodra beschikbaar, en doet geen enkele afbreuk aan de verplichtingen van contractspartijen onder de Overeenkomst".

Etant donné que seuls des échanges informels ont eu lieu entre NORTHER et la CREG et qu'aucune demande officielle d'approbation de la mesure de l'électricité verte n'a été introduite auprès de la CREG, celle-ci n'a pas pris de décision d'approbation à ce sujet. Dans tous les cas, des certificats verts ne peuvent être délivrés qu'après l'approbation de la demande d'octroi de certificats verts conformément à l'article 8 de l'arrêté royal du 16 juillet 2002. A l'introduction de cette demande, un certificat de garantie d'origine est requis pour chaque éolienne, dans lequel sont validées et certifiées les caractéristiques des éléments individuels importants pour la détermination de la production nette d'électricité verte. Compte tenu de la procédure à suivre avant de pouvoir délivrer des certificats verts, la CREG n'a pas besoin d'une décision d'approbation (de principe) relative à la méthode de mesure de l'électricité verte pour approuver la proposition de contrat. Bien entendu, la CREG ne peut se prononcer sur l'annexe 4 manquante.

21. La CREG attire l'attention d'ELIA et de NORTHER sur la nécessité de soumettre à nouveau à son approbation toute future modification de la proposition de contrat ou tout ajout à celle-ci.

V. CONDITION SUSPENSIVE

22. En vertu de l'article 108, §3 du TFUE, un Etat membre de l'Union européenne ne peut mettre à exécution les mesures de soutien projetées avant que la procédure de notification ait abouti à une décision finale de la Commission européenne.

Cette disposition contient la règle communément appelée « obligation de *standstill* ».

Par « mise en vigueur », il ne convient pas d'entendre seulement le paiement effectif de l'aide, mais plutôt le moment où le droit à l'aide est octroyé en vertu de la législation nationale⁴. Si cette obligation n'est pas respectée par l'Etat membre, l'aide octroyée - c.-à-d. la décision d'octroyer l'aide - sera considérée comme illégale.

Toute autorité de l'Etat membre est liée à cette obligation. En sa qualité d'autorité indépendante administrative, la CREG doit également respecter l'obligation de *standstill*.

En principe, cette obligation de *standstill* ne s'applique qu'après notification du mécanisme de soutien à la Commission européenne.

23. La notification du régime de soutien dont bénéficiera NORTHER est intervenue le 16 juin 2016. En l'espèce, la CREG est tenue de prendre une décision sur l'approbation du contrat d'achat de certificats verts entre NORTHER et ELIA.

En ce sens, la présente décision concrétise l'obligation pour ELIA de verser l'aide à NORTHER.

Il ressort de ce qui précède que l'obligation de *standstill* s'applique à cette décision. La CREG enfreindrait cette disposition si elle approuvait sans condition la proposition de contrat pour l'achat de certificats verts entre ELIA et NORTHER.

En revanche, rien n'empêche de lier l'entrée en vigueur de cette décision à une décision favorable de la Commission européenne sur le régime de soutien relatif à cette décision.

Par conséquent, la présente décision n'entrera en vigueur qu'à la date à laquelle la Commission européenne adoptera une décision dont il ressort que le mécanisme de soutien sur lequel repose la présente décision et son application individuelle à la SA NORTHER dans la présente décision n'est pas une aide d'Etat compatible ou non avec le marché intérieur ou à la date à laquelle la Commission européenne sera réputée avoir adopté cette

⁴ Voir e.a. HvJ-EU, Magdeburger Mühlenwerke, Aff. C-129/12, du 21 mars 2013, §40.

décision. Si la décision de la Commission européenne comporte des conditions en lien avec des éléments essentiels constitutifs de la présente décision, la présente décision de la CREG entrera en vigueur au moment où ces conditions seront remplies.

VI. CONCLUSION

Vu l'article 14, §1^{er}, quatrième alinéa de l'arrêté royal du 16 juillet 2002 ;

Vu la demande d'ELIA relative à l'approbation de la proposition de contrat paraphée reçue le 19 juillet 2016 et complétée par les annexes le 29 juillet 2016 ;

Vu l'acceptation par NORTHER du contenu de la proposition de contrat ;

Vu l'analyse par la CREG de la proposition de contrat ;

Vu la notification du régime d'aide à la Commission européenne ;

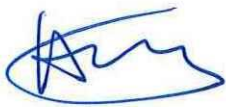
La CREG décide de ne pas se prononcer sur les annexes 3 et 4 de la proposition de contrat ;

La CREG décide d'approuver la proposition de contrat pour l'achat de certificats verts entre ELIA et NORTHER ;

La CREG décide que le gestionnaire de réseau, en concertation avec la CREG et avec l'accord de NORTHER, doit soumettre une modification de l'article 4 du contrat à l'approbation de la CREG si cela s'avérait nécessaire à la suite du développement de la banque de données de certificats verts par la CREG conformément à l'arrêté royal du 16 juillet 2002, comme exposé au paragraphe 15 de la présente décision.

Par conséquent, la présente décision n'entrera en vigueur qu'à la date à laquelle la Commission européenne adoptera une décision dont il ressort que le mécanisme de soutien sur lequel repose la présente décision et son application individuelle à la SA NORTHER dans la présente décision n'est pas une aide d'Etat compatible ou non avec le marché intérieur ou à la date à laquelle la Commission européenne sera réputée avoir adopté cette décision. Si la décision de la Commission européenne comporte des conditions en lien avec des éléments essentiels constitutifs de la présente décision, la présente décision de la CREG entrera en vigueur au moment où ces conditions seront remplies.

Pour la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz :



Andreas TIREZ
Directeur



Marie-Pierre FAUCONNIER
Présidente du Comité de direction

ANNEXE 1

**Proposition de contrat pour l'achat de certificats verts
entre ELIA et NORTHER**

Contract voor het Aankopen van Groenestroomcertificaten

TUSSEN:

ELIA System Operator N.V.,

een vennootschap naar Belgisch recht met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Keizerslaan 20, met het ondernemingsnummer B.T.W. – BE – 0476.388.378 – RPR Brussel,

rechtsgeldig vertegenwoordigd door de heer Frank Vandenberghe en de heer Chris Peeters, respectievelijk in hun hoedanigheid van Chief Officer Customers, Market & System en Chief Executive Officer.

hierna "ELIA" genoemd

EN

Norther N.V.,

een vennootschap naar Belgisch recht met maatschappelijke zetel te 8400 Oostende, John Cordierlaan 9, met het ondernemingsnummer B.T.W. – BE – 0896.052.742,

rechtsgeldig vertegenwoordigd door Dennis Sanou, in de hoedanigheid van Project Director,

hierna de "Contractant" genoemd;

ELIA en/of de Contractant kunnen ook elk aangeduid worden als "Partij" of gezamenlijk als "Partijen".

Paraaf ELIA:



Paraaf Contractant:



27/07/2016

WORDT VOORAFGAANDELIJK HET VOLGENDE UITEENGEZET:

ELIA werd aangeduid als netbeheerder op federaal en gewestelijk niveau.

Contractant is de houder van een Domeinconcessie (zoals hierna gedefinieerd).

Artikel 7 van de Elektriciteitswet en artikel 14 van het K.B. van 16 juli 2002 (zoals hierna gedefinieerd) voorzien in een openbare dienstverplichting onder de vorm van een aankoopverplichting voor de netbeheerder van Groenestroomcertificaten (zoals hierna gedefinieerd) tegen een minimumprijs die bepaald wordt in functie van de gebruikte productie-technologie en vastgelegd wordt door de CREG. ELIA voert deze verplichtingen reeds meerdere jaren uit voor bepaalde productie-technologieën.

De Contractant verwijst naar de CREG beslissing op datum van [...] waarbij de LCOE wordt vastgelegd op 124 EUR/MWh voor de volledige periode van de aankoopverplichting door de netbeheerder van de groenestroomcertificaten uitgereikt voor de elektriciteit geproduceerd door de installaties in de domeinconcessie van Norther (de CREG Beslissing), verhoogd met 8,2 EUR/MWh.

De Contractant stelt o.m. te hebben verzaakt ten aanzien van de bevoegde overheden aan:

1. enige verhoging van de LCOE met meer dan 8,2 EUR/MWh; en
2. het recht op de verkoop aan minimumprijs van groenestroomcertificaten tijdens het twintigste jaar (met andere woorden: de aankoopverplichting geldt voor 19 jaar) van de ondersteuningsperiode.

De verzakingsbrief is opgenomen in bijlage 5 van dit Contract.

Middels onderhavig Contract wensen Partijen de door voornoemd artikel 14 voorgeschreven aankoopverplichting te regelen en uit te voeren.

Het Contract bepaalt hiertoe de respectieve rechten en plichten van de Partijen.

De Partijen verbinden er zich toe om te goeder trouw samen te werken in geval van onduidelijkheden in de interpretatie van de artikelen van het Contract.

EN WORDT DIENVOLGENS OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1 Definities

Behoudens een verdere specificatie met oog op de toepassing voor doeleinden van dit Contract, zonder daarbij evenwel de bepalingen van openbare orde te miskennen, worden de begrippen gedefinieerd in de Elektriciteitswet en/of de verschillende toepasselijke Technische Reglementen (zoals hieronder gedefinieerd) ook voor doeleinden van dit Contract begrepen in de zin van deze wettelijke of reglementaire definities.

Paraaf ELIA:



Paraaf Contractant:



27/07/2016

Voor de toepassing van onderhavig Contract gelden de volgende definities:

- **"Aansluitingscontract"**: het contract gesloten of af te sluiten tussen Contractant, in zijn hoedanigheid van netgebruiker en ELIA dat de wederzijdse rechten en plichten bepaalt met betrekking tot de aansluiting van de Offshore Productie-installaties op het ELIA-Net, met inbegrip van de relevante technische specificaties;
- **"Aansluitingspunt"**: de fysieke plaats en het spanningsniveau van het punt waar de aansluiting is verbonden met het ELIA-Net en die het ELIA-Net scheidt van de Installaties waarvan de uitschakeling slechts gevolgen heeft voor de Contractant aangesloten op dat punt; het Aansluitingspunt bevindt zich in de post van [...];
- **"Bijlage"**: elk document dat als bijlage aan dit Contract is gevoegd en er integraal deel van uitmaakt;
- **"Contract"**: onderhavig contract tussen ELIA en de Contractant;
- **"Contract van toegangsverantwoordelijke"**: het Contract tussen ELIA en de toegangsverantwoordelijke dat de rechten en verplichtingen van ELIA en de toegangsverantwoordelijke bepaalt met betrekking tot het evenwicht op het ELIA-Net, en dit overeenkomstig Hoofdstuk I van Titel IV van het Technisch Reglement Transmissie en Deel IV van het Technisch Reglement Plaatselijk Vervoer;
- **"CREG"**: Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas;
- **"Domeinconcessie"**: de domeinconcessie voor de bouw en exploitatie van het Windmolenpark, afgeleverd bij ministerieel besluit van 5 oktober 2009 zoals gewijzigd overeenkomstig artikel 6 van de Elektriciteitswet en de bepalingen van het K.B. van 20 december 2000;
- **"Elektriciteitswet"**: de Wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, zoals aangepast van tijd tot tijd;
- **"ELIA-Net"**: het elektriciteitsnet waarop Elia Asset N.V. het eigendomsrecht of tenminste het gebruiks- of exploitatierecht heeft, en waarvoor ELIA is aangeduid als netbeheerder;
- **"Groenestroomcertificaat"**: een immaterieel goed dat aantoonst dat een producent een aangegeven hoeveelheid groene stroom heeft opgewekt binnen een bepaalde tijdsduur; het wordt afgeleverd voor een hoeveelheid groene stroom die overeenkomt met één MWh;
- **"K.B. van 12 maart 2002"**: Koninklijk Besluit van 12 maart 2002 betreffende de nadere regels voor het leggen van elektriciteitskabels die in de territoriale zee of het nationaal grondgebied binnenkomen of die geplaatst of gebruikt worden in het kader van de exploratie van het continentaal plat, de exploitatie van de minerale rijkdommen en andere niet-levende rijkdommen daarvan of van de werkzaamheden van kunstmatige eilanden, installaties of inrichtingen die onder Belgische rechtsmacht vallen, zoals aangepast van tijd tot tijd;
- **"K.B. van 16 juli 2002"**: Koninklijk Besluit van 16 juli 2002 betreffende de instelling van mechanismen ter bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen, zoals aangepast van tijd tot tijd;

Paraaf ELIA:



Paraaf Contractant:



27/07/2016

- **"K.B. van 20 december 2000"**: Koninklijk Besluit van 20 december 2000 betreffende de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van domeinconcessies voor de bouw en de exploitatie van installaties voor de productie van elektriciteit uit water, stromen of winden, in zeegebieden waarin België rechtsmacht kan uitoefenen overeenkomstig het internationaal zeerecht, zoals aangepast van tijd tot tijd;
- **"Minimumprijs"**: de minimumprijs uitgedrukt per Groenestroomcertificaat, zoals bepaald door de CREG op grond van het K.B. van 16 juli 2002 op basis van een LCOE die in een CREG Beslissing wordt vastgelegd.
- **"Offshore Productiecapaciteit"**: totaal geïnstalleerde capaciteit van de in werking gestelde Offshore Productie-installaties, uitgedrukt in MW;
- **"Offshore Productiecapaciteit +19 jaar"**: totaal geïnstalleerde capaciteit van Offshore Productie-installaties die langer in dienst zijn dan 19 jaar vanaf de datum van inwerkingstelling, uitgedrukt in MW;
- **"Offshore Productiecapaciteit -19 jaar"**: totaal geïnstalleerde capaciteit van Offshore Productie-installaties die in dienst zijn gedurende hoogstens 19 jaar vanaf de datum van inwerkingstelling, uitgedrukt in MW;
- **"Offshore Productie-installatie(s)"**: één, het geheel of een deel van de [...] windmolens met een nominaal eenheidsvermogen van [...] MW, die het Windmolenpark uitmaken en waarvoor de Contractant bij ministerieel besluit van [...], of mogelijke latere wijzigingsbesluiten, een machtiging en vergunning heeft ontvangen met het oog op respectievelijk de bouw en de exploitatie van deze windmolens, overeenkomstig de bijlagen gevoegd bij dat besluit;
- **"Offshore windenergie"**: de opgewekte energie, uitgedrukt in MWh, geproduceerd door de Offshore Productiecapaciteit;
- **"Procedure"**: de regels met betrekking tot de aanbidding van de Groenestroomcertificaten met het oog op hun aankoop door ELIA, die door ELIA, na raadpleging van de houders van een domeinconcessie voor de bouw en exploitatie van een windmolenpark op zee, wordt vastgesteld, en in voorkomend geval, gewijzigd in functie van de door de CREG vastgelegde procedure voor toekenning van Groenestroomcertificaten en de procedure voor overdracht van Groenestroomcertificaten; de Procedure mag de Contractant niet financieel bezwaren en zal gepubliceerd worden op de website van ELIA: www.elia.be;
- **"Project"**: het project van de Contractant met betrekking tot de aanleg en uitbouw van het Windmolenpark;
- **"Technische Reglementen"**: het Technisch Reglement Transmissie en het Technisch Reglement Plaatselijk Vervoer;
- **"Technisch Reglement Plaatselijk Vervoer"**: het technisch reglement plaatselijk vervoer van elektriciteit Vlaams Gewest, vastgesteld door de VREG op 21 juni 2013, en door de Vlaamse Regering goedgekeurd op 28 juni 2013, zoals aangepast van tijd tot tijd;
- **"Technisch Reglement Transmissie"**: het Koninklijk Besluit van 19 december 2002 houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe, zoals aangepast van tijd tot tijd;

Paraaf ELIA:



Paraaf Contractant:



27/07/2016

- **"Toegangscontract"**: het Contract tussen ELIA en de Contractant, in zijn hoedanigheid van netgebruiker, of de door hem aangeduide toegangsverantwoordelijke of leverancier, dat de voorwaarden bepaalt in verband met het verlenen van toegang tot het ELIA-Net;
- **"Verordening (EU) 2015/1589"**: Verordening (EU) 2015/1589 van de Raad van 13 juli 2015 tot vaststelling van nadere bepalingen voor de toepassing van artikel 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie;
- **"Wet van 2 augustus 2002"**: Wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties zoals aangepast van tijd tot tijd;
- **"Windenergie windmolencapaciteit -19 jaar"**: de met de Offshore Productiecapaciteit -19 jaar opgewekte energie, zoals geteld en berekend overeenkomstig artikel 6, uitgedrukt in MWh voor de bepaling door de CREG van het aantal Groenestroomcertificaten aan de Minimumprijs;
- **"Windenergie windmolencapaciteit +19 jaar"**: de met de Offshore Productiecapaciteit +19 jaar opgewekte energie, zoals geteld en berekend overeenkomstig artikel 6, uitgedrukt in MWh, die niet in aanmerking komen voor de aankoopverplichting van Groenestroomcertificaten door ELIA;
- **"Windmolenpark"**: het windmolenpark van de Contractant in de zeegebieden waarin België zijn rechtsmacht kan uitoefenen overeenkomstig het internationaal zeerecht, op de [...], dat het voorwerp uitmaakt van de Domeinconcessie;

Artikel 2 Voorwerp van het Contract

Het Contract, dat overeenkomstig artikel 14 van het K.B. van 16 juli 2002 werd goedgekeurd door de CREG, heeft tot doel de voorwaarden vast te stellen waartegen ELIA, in haar hoedanigheid van netbeheerder, in het kader van haar reglementaire openbare dienstverplichtingen, de Groenestroomcertificaten van de netto geproduceerde Offshore windenergie, verbruikt door de Contractant of geïnjecteerd in het ELIA-Net, of overgebracht door middel van directe lijnen, aankoopt.

Voor zoveel als nodig erkennen de Partijen dat hun wederzijdse rechten en verplichtingen inzake de verwezenlijking en het beheer van de Aansluiting op het ELIA-Net volledig onderworpen zijn, enerzijds, aan de toepasselijke wetten en reglementen, inzonderheid de Technische Reglementen, het AREI, het ARAB en de Tariefmethodologie en, anderzijds, aan het tussen de Partijen af te sluiten Aansluitingscontract. Het Contract doet evenmin afbreuk aan het af te sluiten Toegangscontract en Contract van toegangsverantwoordelijke.

Artikel 3 Contractuele documenten

3.1 De constitutieve bestanddelen van het Contract zijn:

- het Contract; en
- de Bijlagen;

Eventuele interpretatiemoeilijkheden of tegenspraak tussen de constitutieve bestanddelen van het Contract worden geregeld in artikel 13.4.2.

Paraaf ELIA:



Paraaf Contractant:



27/07/2016

3.2 Onverminderd de gereguleerde contracten vermeld in artikel 2, aanvaarden de Partijen dat hun algemene voorwaarden, onder meer zowel hun aankoop- als verkoopvoorwaarden, op geen enkele wijze toepassing zullen vinden op de rechten en verplichtingen van de Partijen in verband met het Contract en doen middels het sluiten van dit Contract afstand van deze voorwaarden.

Artikel 4 Verplichting tot aankoop van de Groenestroomcertificaten

4.1 Principe

ELIA heeft de reglementaire verplichting de Groenestroomcertificaten van de Contractant aan te kopen, voor zover deze Groenestroomcertificaten geregistreerd zijn in de databank van de CREG, zoals voorzien in het K.B. van 16 juli 2002, (of in het medium dat deze databank later zou vervangen), en voor zover de Contractant ELIA om deze aankoop verzoekt. Deze aankoopverplichting is bovendien onderworpen aan de voorwaarden opgenomen in dit Contract. Deze voorwaarden beogen onder meer te bepalen welke Groenestroomcertificaten in aanmerking komen om aangeboden te worden ter aankoop door ELIA aan de Minimumprijs zoals bepaald door de CREG.

4.2 Modaliteiten¹

4.2.1. De procedure van de CREG in verband met de overdracht van de gegevens van Groenestroomcertificaten uit de databank dient, onverminderd artikel 13 van het K.B. van 16 juli 2002, nageleefd te worden, derwijze dat kan worden voorzien in de mededeling van voldoende gegevens aan ELIA, teneinde ELIA toe te laten vast te stellen of een aangeboden Groenestroomcertificaat (i) enkel is toegekend voor Windenergie windmolencapaciteit -19 jaar, met uitsluiting van Windenergie windmolencapaciteit +19 jaar, (ii) niet reeds eerder geldig werd aangeboden aan ELIA, en (iii) op het moment van de overdracht nog 6 maanden geldig is. De meegedeelde gegevens dienen correct te zijn. Hiertoe zal de Contractant onder meer het identificatienummer van de databank en de datum van toekenning van het Groenestroomcertificaat aan ELIA meedelen.

Om tot een overdracht te komen aan ELIA, dient de Contractant hiertoe aan de CREG een opdracht te geven tot overdracht aan ELIA. Ingeval deze overdracht een bevestiging van ELIA behoeft, zal deze tot de nodige bevestiging overgaan.

Indien een aangeboden Groenestroomcertificaat is overgedragen overeenkomstig de in dit artikel aangegeven modaliteiten, en onverminderd de overige bepalingen van het Contract, zal ELIA overeenkomstig artikel 5 van dit Contract overgaan tot de storting van de Minimumprijs zoals bepaald door de CREG.

Indien een Groenestroomcertificaat niet aan deze voorwaarden voldoet, zal ELIA de Contractant daar, overeenkomstig de modaliteiten bepaald in artikel 13.1.1 zo snel mogelijk en uiterlijk binnen de 15 kalenderdagen na ontvangst van het Groenestroomcertificaat van op de hoogte stellen, met eventueel de vraag om ontbrekende informatie te bezorgen.

4.2.2. De Procedure mag de Contractant niet financieel bezwaren.

¹ Bijgaand voorstel van modaliteiten dient afgestemd te zijn op het beheer van de databank en kan in functie daarvan aangepast worden.



Artikel 5 Betalingsprincipes

5.1 Vergoeding

De Minimumprijs zoals bepaald door de CREG voor elk Groenestroomcertificaat is de enige en volledige vergoeding waarop de Contractant recht heeft voor een door de Contractant aangeboden en door ELIA aangekocht Groenestroomcertificaat, voor zover het Groenestroomcertificaat geen betrekking heeft op de Windenergie windmolencapaciteit +19 jaar en aldus niet in aanmerking komt voor de aankoopverplichting van ELIA aan de Minimumprijs zoals bepaald door de CREG.

5.2 Betalingsmodaliteiten

5.2.1 De met een Groenestroomcertificaat overeenstemmende Minimumprijs is betaalbaar op het einde van de maand volgend op de maand waarin de factuur voor de betaling van dat Groenestroomcertificaat door ELIA is ontvangen (hierna de "Vervaldatum"), op voorwaarde dat de CREG het Groenestroomcertificaat vrijgegeven heeft voor overdracht aan Elia uiterlijk op deze Vervaldatum.

5.2.2 In het geval ELIA verzuimt de verschuldigde Minimumprijs, of een deel ervan, vóór de Vervaldatum te betalen, is een intrest voor laattijdige betaling verschuldigd aan een intrestvoet bepaald overeenkomstig artikel 5 van de Wet van 2 augustus 2002 en is deze intrest verschuldigd vanaf de Vervaldatum tot de betaling volledig werd uitgevoerd.

Artikel 6 Informatie-uitwisseling

6.1 Telling van de Offshore windenergie

Zowel de netto geproduceerde Offshore windenergie verbruikt door de Contractant, als de netto geproduceerde Offshore windenergie geïnjecteerd in het ELIA-Net of in een of meer distributienetten, of overgebracht door middel van directe lijnen, komen in aanmerking voor Groenestroomcertificaten.

De netto geproduceerde Offshore windenergie is de door de Offshore Productie-installaties geproduceerde energie verminderd met de daarvan door de functionele installaties van de Offshore Productie-installaties verbruikte energie en wordt gemeten vóór eventuele transformatie.

De functionele installaties zijn principieel opgelijst in bijlage 2; zij zullen op initiatief van de Contractant nader door de Partijen worden bepaald in functie van de gekozen Offshore Productie-installatie. Het definitief vastleggen van de functionele installaties, die een deel van de geproduceerde elektriciteit verbruiken, en de gebeurlijke goedkeuring daarvan door de CREG dienen te gebeuren alvorens de Contractant aan de CREG de opdracht kan geven om het Groenestroomcertificaat aan te bieden voor overdracht aan ELIA, overeenkomstig artikel 4.2.1.

De betrouwbaarheid en juistheid van alle meetgegevens en meetinstrumenten maken het voorwerp uit van een validatie, zoals ook beschreven in bijlage 3.

Waar de aankoopverplichting van ELIA begint bij de inwerkingstelling van elke afzonderlijke Offshore Productie-installatie, dienen de tellingen te kunnen worden geassocieerd met de Windenergie windmolencapaciteit -19 jaar en de Windenergie windmolencapaciteit +19 jaar.

Paraaf ELIA:



Paraaf Contractant:



27/07/2016

De kwaliteit en echtheid van de afzonderlijke tellingen, met inbegrip van maar niet beperkt tot het verbruik van de functionele installaties, de associatie van de tellingen met de Windenergie windmolencapaciteit -19 jaar en de Windenergie windmolencapaciteit +19 jaar en de gegevens in de bijlage 2, worden door een onafhankelijk erkend organisme gecertificeerd. Blijkens het in bijlage 3 opgenomen Certificaat is het meetprincipe door een onafhankelijk erkend organisme gevalideerd.

De Contractant stelt deze overeenkomstig vorige paragraaf gecertificeerde tellingsgegevens binnen de 5 werkdagen na de maand waarin de Offshore windenergie werd opgewekt, via een rechtstreekse elektronische communicatie, ter beschikking van CREG en ELIA. Beiden registreren de productie op basis van die gegevens.

ELIA maakt de netto meetgegevens overeenkomstig de effectief in het ELIA-Net geïnjecteerde Offshore windenergie over aan de CREG, ter validatie van de door de Contractant aangeleverde tellingsgegevens. Deze validatie wordt door CREG uitgevoerd met het oog op de aflevering door de CREG van de Groenestroomcertificaten aan de Contractant, op diens aanvraag.

De door de Contractant aangeleverde tellingsgegevens doen geen afbreuk aan en komen niet in de plaats van de tellingen voor de facturatie van de effectief in het ELIA-Net geïnjecteerde Offshore windenergie of aan de metingen die nodig zijn voor de doeleinden van het evenwicht, de veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie van het ELIA-Net.

6.2 Planning van het Project

De Contractant stelt ELIA in kennis van het verloop van de uitbouw van het Project, alsmede de geplande en de uitgevoerde inwerkingstellingen van alle Offshore Productie-installaties en deze van de laatste Offshore Productie-installatie in het bijzonder.

De Contractant zal ELIA in kennis stellen van de mogelijke opschorting en/of de definitieve stopzetting van de uitbouw van het Project.

Artikel 7 Vertrouwelijkheid

7.1 Partijen verbinden er zich toe de vertrouwelijkheid in stand te houden van de vertrouwelijke informaties, zoals hierna bepaald, waarvan ze kennis hebben of waartoe zij toegang hebben in het kader of naar aanleiding van het Contract. Contractant verklaart kennis te hebben genomen van de bijzondere vertrouwelijkheidsverplichtingen van ELIA, hierbij inbegrepen de wettelijke verplichtingen als netbeheerder.

7.2 Wordt beschouwd als vertrouwelijke informatie (hierna "Vertrouwelijke Informatie"):

- elke informatie die door ELIA aan de Contractant wordt overgemaakt; en
- elke informatie die de Contractant aan ELIA overmaakt;

behoudens:

- 1° indien de informatie reeds gekend is door de Contractant op het ogenblik van haar verspreiding en, voordien, niet rechtstreeks of onrechtstreeks verkregen is van ELIA of van een derde die deze informatie gekregen zou hebben mits het eerbiedigen van een vertrouwelijkheidsverplichting;
- 2° indien deze informatie gemakkelijk en gewoonlijk toegankelijk is of voor het publiek beschikbaar is;

Paraaf ELIA:



Paraaf Contractant:



27/07/2016

- 3° indien de informatie moet worden meegedeeld om in rechte te getuigen of in hun verhouding met de reguleringsinstanties voor de elektriciteitsmarkt of andere bevoegde administratieve overheden;
- 4° in het geval van een voorafgaand schriftelijk akkoord van de Partij waarvan de informatie uitgaat;
- 5° wat betreft alleen ELIA, in overleg met beheerders van andere netten of in het kader van contracten en/of regels met de buitenlandse netbeheerders en voor zover de bestemming van deze informatie gebonden is aan een vertrouwelijkheidsverplichting van dezelfde graad als deze waaraan ELIA onderworpen is,
- 6° wanneer de mededeling door een Partij redelijkerwijze vereist is om technische, economische of veiligheidsredenen, onder meer aan hun (huidige of toekomstige bona fide) (onder)aannemers, financiers, consultants, adviseurs en/of hun werknemers en/of hun vertegenwoordigers, voor zover deze bestemming(en) van de informatie gebonden zijn door regels van vertrouwelijkheid die op gepaste wijze de bescherming van de vertrouwelijkheid van de informatie waarborgen, of
- 7° indien de informatie de technische en operationele gegevens (o.a. type, energiebron, totaal geïnstalleerd vermogen, totaal beschikbaar vermogen en totaal aangekondigd vermogen volgens programma productiecapaciteit in een tijdshorizon van 10 weken, 1 week en 1 dag) betreffende de Offshore Productie-installaties, onder geaggregeerde vorm betreft, die, gelet op het belang ervan voor de veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie van het net, beschikbaar moet zijn voor de markt.

7.3 Onder voorbehoud van het voorgaande, verbindt elke Partij zich ertoe om deze Vertrouwelijke Informatie vertrouwelijk te houden en ze niet te verspreiden, onder welke vorm ook.

7.4 Elke Partij zal alle noodzakelijke maatregelen nemen opdat deze vertrouwelijkheidsverbintenis wordt opgelegd aan en nauwgezet wordt nageleefd door haar werknemers, alsmede elke persoon die, zonder tewerkgesteld te zijn bij één der Partijen maar onder haar verantwoordelijkheid werkt, geldig in het bezit kan worden gesteld van de Vertrouwelijke Informatie.

7.5 Iedere Partij behoudt de volledige eigendom over zijn Vertrouwelijke Informatie, ook wanneer zij zijn meegedeeld aan de andere Partij.

7.6 Elke schending van onderhavige vertrouwelijkheidsverbintenis zal beschouwd worden als een grove fout in hoofde van de Partij die aldus haar verbintenis schendt.

7.7 Onderhavig artikel zal van toepassing blijven, voor wat betreft de Vertrouwelijke Informatie die door ELIA wordt overgemaakt, tot vijf (5) jaar na de beëindiging van iedere licentie houdende aanduiding van ELIA als netbeheerder, en, voor wat betreft de Confidentiële Informatie die door de Contractant wordt overgemaakt, tot vijf (5) jaar na het einde van het Contract.

Artikel 8 Aansprakelijkheid

De ene Partij stelt de andere Partij schadeloos voor elke inbreuk op dit Contract welke een aansprakelijkheid met zich brengt, van elk verlies of schade alsook elk rechtsgeding en kosten van welke aard ook, die eventueel opgelopen worden door deze andere Partij.

Paraaf ELIA:



Paraaf Contractant:



27/07/2016

Voor zover ELIA geen inbreuk heeft gepleegd op artikel 7 van dit Contract, is ELIA niet aansprakelijk voor welke schade dan ook, daarbij inbegrepen directe en indirecte schade, zoals verlies van goodwill, businessmogelijkheden, inkomsten- en winstderving of enige andere aanspraak, procedure of kost voortvloeiende uit of gerelateerd aan het gebruik of de interpretatie van de al dan niet beschikbare informatie in het kader van de in dit Contract geregelde opkoopverplichting, met uitzondering van de Minimumprijs verschuldigd voor Groenestroomcertificaten die in aanmerking komen voor de aankoopplicht van ELIA, en die door de Contractant aan ELIA zijn aangeboden (bv. in geval van een vergissing i.v.m. de kwalificatie van de opgewekte energie als Windenergie windmolencapaciteit -19 jaar, respectievelijk Windenergie windmolencapaciteit +19 jaar).

Elia kan niet aansprakelijk gesteld worden voor het niet vervuld zijn van de opschortende voorwaarden uit artikel 9.2.

Artikel 9 Duur van het Contract

9.1 Het Contract wordt afgesloten voor een termijn die (i) ingaat op het ogenblik van de inwerkingstelling van de eerste in werking gestelde Offshore Productie-installatie en eindigt 19 jaar na de inwerkingstelling van de laatste inwerking gestelde Offshore Productie-installatie en (ii) alleszins beperkt is tot de duur van de, in voorkomend geval, verlengde Domeinconcessie, onverminderd de volledige uitvoering door de Partijen van hun krachtens de artikelen 4 en 5 bepaalde respectieve rechten en plichten aangaande de Offshore windenergie voor zover die geproduceerd is uiterlijk daags op de laatste dag van de termijn van 19 jaar na de inwerkingstelling van de laatste inwerking gestelde Offshore Productie-installatie. De Windenergie windmolencapaciteit +19 jaar komt niet in aanmerking voor de verplichte aankoop door ELIA van Groenestroomcertificaten. De inwerkingstelling van een Offshore Productie-installatie wordt vastgelegd in het Aansluitingscontract.

9.2 Niettegenstaande artikel 9.1, zullen de verplichtingen in hoofde van ELIA tot aankoop van de Groenestroomcertificaten en tot betaling van de Minimumprijs krachtens de artikelen 4 en 5 pas in werking treden, wanneer de Europese Commissie

- (i) een besluit heeft genomen in de zin van de artikelen 4.2, 4.3, 9.2 of 9.3 van Verordening (EU) 2015/1589 waaruit blijkt dat de verplichtingen in hoofde van ELIA tot aankoop van de Groenestroomcertificaten en tot betaling van de Minimumprijs krachtens de artikelen 4 en 5, evenals de steunregeling waarop deze artikelen gebaseerd zijn, geen staatssteun zijn dan wel met de interne markt verenigbare staatssteun zijn; of
- (ii) een voorwaardelijk besluit heeft genomen in de zin van artikel 9.4 van Verordening (EU) 2015/1589 waaruit blijkt dat de verplichtingen in hoofde van Elia tot aankoop van de Groenestroomcertificaten en tot betaling van de Minimumprijs krachtens de artikelen 4 en 5, evenals de steunregeling waarop deze artikelen gebaseerd zijn, met de interne markt verenigbare staatssteun zijn op voorwaarde dat de aan dit besluit verbonden voorwaarden of verplichtingen geen aanpassingen vereisen aan de artikelen 4 en 5 of de steunregeling waarop ze gebaseerd zijn; of
- (iii) heeft nagelaten een besluit te nemen over de verplichtingen in hoofde van ELIA tot aankoop van de Groenestroomcertificaten en tot betaling van de Minimumprijs krachtens de artikelen 4 en 5, evenals de steunregeling waarop deze artikelen gebaseerd zijn, binnen de toepasselijke termijn en de steun

Paraaf ELIA:



Paraaf Contractant:



27/07/2016

mag worden ten uitvoer gelegd krachtens artikel 4.6 van Verordening (EU) 2015/1589 op voorwaarde dat de Belgische overheid de Europese Commissie in kennis heeft gesteld van de tenuitvoerlegging van de de verplichtingen in hoofde van ELIA tot aankoop van de Groenestroomcertificaten en tot betaling van de Minimumprijs krachtens de artikelen 4 en 5, evenals de steunregeling waarop deze artikelen gebaseerd zijn, en de Commissie binnen een termijn van 15 werkdagen na de ontvangst van deze kennisgeving geen besluit overeenkomstig artikel 4 van de Verordening 2015/1589 heeft genomen.

9.3 In afwijking van het artikel 9.1, zal ELIA niet meer gebonden zijn door het Contract en zal zij niet meer dienen in te staan voor de uitvoering ervan, indien de aanduiding van ELIA als netbeheerder op federaal niveau beëindigd is.

Artikel 10 Overmacht

10.1 De uitvoering van de verplichtingen die het voorwerp zijn van het Contract, waarvoor overmacht, zoals hierna bepaald, wordt ingeroepen, wordt tijdelijk opgeschort voor de duur van de gebeurtenis die aanleiding geeft tot de overmacht.

10.2 Onder overmacht (hierna "Overmacht") dient te worden begrepen alle redelijkerwijs niet te voorziene voorvallen, voorgekomen na de afsluiting van het Contract en niet te wijten aan een fout van één van de Partijen, die de uitvoering van het Contract tijdelijk, of definitief, onmogelijk of niet conform met de geldende regelgeving maken. Situaties van Overmacht zijn onder meer, voor zover ze beantwoorden aan voornoemde voorwaarden:

- 1° natuurrampen, voortvloeiende uit aardbevingen, overstromingen, cyclonen of andere klimatologisch uitzonderlijke situaties;
- 2° een nucleaire of chemische explosie en zijn gevolgen;
- 3° een computervirus, een computercrash om redenen andere dan ouderdom of gebrek aan onderhoud van dit informatica-systeem;
- 4° de tijdelijke onmogelijkheid voor ELIA haar verplichtingen overeenkomstig het Contract na te leven, door een collectief geschil dat aanleiding geeft tot een eenzijdige maatregel van de werknemers (of groepen van werknemers) of elk ander arbeidsgeschil;
- 5° brand, explosie, sabotage, terroristische daden, daden van vandalisme, schade veroorzaakt door criminele daden, criminele dwang en bedreigingen van dezelfde aard;
- 6° al dan niet verklaarde staat van oorlog, een oorlogsdreiging, een invasie, een gewapend conflict, blokkade, revolutie of opstand; of
- 7° een beslissing of maatregel van om het even welke bevoegde overheid.

10.3 De Partij die een situatie van Overmacht inroept, zal zo snel mogelijk de andere Partij schriftelijk op de hoogte brengen van het bestaan van de overmachtssituatie, van de reden waarom zij haar verplichtingen geheel of gedeeltelijk niet kan uitvoeren en welke de redelijkerwijze voorzienbare termijn van de niet-uitvoering zal zijn.

Paraaf ELIA:



Paraaf Contractant:



27/07/2016

10.4 De Partij die een situatie van Overmacht inroept, stelt niettemin alles in het werk om de gevolgen van de niet-uitvoering van zijn verplichtingen t.a.v. de andere Partij, het ELIA-Net en derden te beperken en zijn verplichtingen opnieuw te vervullen.

10.5 Indien de situatie van Overmacht definitief is (i.e. indien zij langer duurt dan één jaar) en een Partij, als gevolg van de situatie van Overmacht, niet in staat is om de essentiële verplichtingen van het Contract na te komen, dan zullen de Partijen overleg plegen met het oog op het vinden van een oplossing.

Artikel 11 Overdracht van het Contract

11.1 Elke Partij verbindt zich ertoe de rechten en plichten voortvloeiend uit het Contract noch geheel noch gedeeltelijk over te dragen aan een derde, zonder de voorafgaande, uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming van de andere Partij, die deze toestemming niet op onredelijke wijze zal weerhouden of uitstellen, onverminderd de bepalingen van de artikelen 12.2 en 12.3 hierna. Niettemin kan ELIA het Contract, met de eruit voortvloeiende rechten en plichten, vrij overdragen aan de aangeduide transmissienetbeheerder. ELIA brengt in voorkomend geval de Contractant binnen de kortst mogelijke termijn op de hoogte van deze overdracht.

11.2 De Contractant is gerechtigd zijn rechten onder dit Contract met zekerheden te bezwaren. De Contractant licht ELIA daartoe op voorhand in.

11.3 De Contractant is ook gerechtigd, zonder de voorafgaande goedkeuring door ELIA, dit Contract aan een derde over te dragen, op voorwaarde dat de (i) Contractant voorafgaandelijk aantoont dat deze derde eveneens de Domeinconcessie, en alle andere administratieve en andere vergunningen inzake het Project overneemt en/of anderszins daarvan titularis wordt en (ii) de derde zich voorafgaandelijk ten opzichte van ELIA schriftelijk engageert alle verplichtingen in hoofde van de Contractant onder dit Contract nauwgezet na te leven. In geval van overdracht zal de Contractant hoofdelijk aansprakelijk zijn met deze derde partij voor alle verplichtingen van de Contractant uit hoofde van mogelijke correcties, uit te voeren binnen de eerste 6 maanden na de overdracht, met betrekking tot de bedragen die ten onrechte zouden zijn betaald door Elia aan de Contractant.

11.4 Alleszins mag de Contractant de rechten en verplichtingen voortvloeiend uit het Contract noch geheel noch gedeeltelijk overdragen aan de houder van een andere domeinconcessie bedoeld in artikel 6, §1 van de Elektriciteitswet, zonder de voorafgaande, uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming van ELIA en van de terzake bevoegde overheden.

Artikel 12 Diverse bepalingen

12.1 Kennisgeving en contactpersonen

12.1.1 De krachtens het Contract te verrichten kennisgevingen moeten schriftelijk, per brief, e-mail of fax gebeuren, tenzij uitdrukkelijk anders bepaald.

12.1.2 De kennisgevingen met betrekking tot contractbreuk, beëindiging van het Contract, contractuele fout, schorsing van het Contract en/of betwisting van facturen moeten evenwel per aangetekende brief met ontvangstbewijs gebeuren.

Paraaf ELIA:



Paraaf Contractant:



27/07/2016

12.1.3 Iedere kennisgeving moet gericht worden aan de contactpersonen vermeld in Bijlage 1.

12.1.4 Elke wijziging door een Partij van de contactgegevens zoals vermeld in Bijlage 1 moet per aangetekende brief worden meegedeeld aan de andere Partij. In voorkomend geval zal de wijziging in het kader van dit Contract bindend zijn voor de andere Partij vanaf de derde werkdag volgend op het versturen van de aangetekende brief.

12.2 Scheidbaarheid

De nietigheid of ongeldigheid van één of meer bepalingen van het Contract beïnvloedt de geldigheid van de andere bepalingen niet. Elke bepaling die nietig of ongeldig verklaard is, zal als niet geschreven worden beschouwd, zonder echter de andere bepalingen te beïnvloeden, die, wat hen betreft, van toepassing blijven, tenzij dat de nietig of ongeldig verklaarde bepaling(en) van wezenlijk belang is (zijn) voor het voorwerp van het Contract. In dat geval, zullen Partijen overleg plegen op vraag van de meest gerede Partij teneinde nieuwe bepalingen in de plaats te zetten van deze die nietig of ongeldig verklaard zijn.

12.3 Afstand van recht

Indien één van de Partijen, op eender welk ogenblik tijdens de uitvoering van het Contract, niet eist dat de andere Partij al haar verplichtingen volledig uitvoert, zoals bepaald in het Contract, kan dit niet de betekenis hebben van, noch geïnterpreteerd worden als een verzaking of afstand door de Partij, die de andere Partij niet de uitvoering oplegt van al de verplichtingen bepaald in het Contract, aan de gepaste uitvoering van de verplichtingen van de andere Partij. De Partij die van de andere Partij niet de gepaste uitvoering van al haar verplichtingen eist, zoals bepaald in het Contract, kan deze op elk moment tijdens de uitvoering van het Contract opnieuw opeisen.

12.4 Interpretatie

12.4.1 De titels en hoofdingen in het Contract zijn enkel opgenomen voor de eenvoud van verwijzing en drukken op geen enkele wijze de bedoeling van Partijen uit. Zij zullen niet in overweging worden genomen bij de interpretatie van de bepalingen van het Contract.

12.4.2 In geval van interpretatiemoeilijkheid of tegenspraak tussen de bestanddelen van het Contract, zoals bedoeld in artikel 3, heeft ieder document voorrang op het volgende in de volgorde waarin zij in artikel 3 opgesomd worden.

12.5 Toepasselijk recht en bevoegde rechtbanken

12.5.1 Het Contract wordt uitsluitend beheerst door het Belgisch recht.

12.5.2 Elk geschil betreffende het afsluiten, de geldigheid, de interpretatie of de uitvoering van het Contract, alsook elk ander geschil betreffende of verband houdend met het Contract, behoort tot de exclusieve bevoegdheid van de bevoegde rechtbanken van Brussel.

Paraaf ELIA:



Paraaf Contractant:



27/07/2016

Opgesteld te Brussel, op _____, in zoveel exemplaren als er Partijen zijn, waarvan iedere Partij erkent een origineel exemplaar ontvangen te hebben.

Voor ELIA,
(Handtekening voorafgegaan door handgeschreven tekst "gelezen en goedgekeurd".)

Naam: _____
Titel: Frank Vandenberghe
Chief Officer Customers,
Market & System

Naam: _____
Titel: Chris Peeters
Chief Executive Officer

Voor de Contractant,
(Handtekening voorafgegaan door handgeschreven tekst "gelezen en goedgekeurd".)

Naam: _____
Titel: Dennis Sanou
Project Director

Paraaf ELIA:

A handwritten signature in black ink, appearing to be "FV", written over a horizontal line.

Paraaf Contractant:

A handwritten signature in black ink, appearing to be "CP", written over a horizontal line.

27/07/2016

Bijlagen:

1. Contactgegevens Contractant en ELIA
2. Schematische beschrijving groenestroommetingsmethodiek
3. Certificaat onafhankelijk erkend organisme ter validatie van het meetmethodiek voor [...]: nog niet voorhanden op het ogenblik van de ondertekening van het Contract.
4. Goedkeuringsbeslissing dd. [...] van de CREG met betrekking tot de aanvraag groenestroommetingsmethodiek [...]: nog niet voorhanden op het ogenblik van de ondertekening van het Contract.
5. Verzakingsbrief dd. 4 juli 2016 van de Contractant aan de CREG.

Paraaf ELIA:

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'P' or similar character.

Paraaf Contractant:

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'A' or similar character.

27/07/2016

BIJLAGE 1: CONTACTGEGEVENS CONTRACTANT EN ELIA

1.1. Contactpersonen Contractant:

Contactpersoon Contractuele Relaties	
Naam:	VERTROUWELIJK
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
Adres:	
Contactpersoon procedure aankoop & verkoop Groenestroomcertificaten	
Naam:	VERTROUWELIJK
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
Adres :	
Fiscale vertegenwoordiger in België (indien van toepassing)	
Onderneming:	
Adres:	
Ondernemingsnummer:	


1.2. Contactpersonen ELIA:

Contactpersoon contractuele relaties	
Naam:	VERTROUWELIJK
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
Adres	
Contactpersoon procedure aankoop & verkoop Groenestroomcertificaten	
Naam:	VERTROUWELIJK
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
Adres	

Paraaf ELIA :



Paraaf Contractant :



27/07/2016

Confidentieel werkdokument, slechts bindend in de mate dat het wordt goedgekeurd door de CREG en ondertekend door beide Partijen.

Bijlage 1

**BIJLAGE 2: SCHEMATISCHE BESCHRIJVING
GROENESTROOMMETINGSMETHODIEK**

Paraaf ELIA :

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'R' or 'F'.

Paraaf Contractant :

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'W' or 'V'.

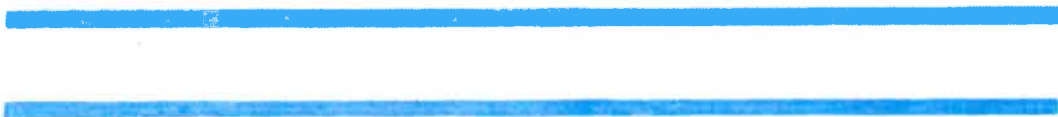
Confidentieel werkdokument, slechts bindend in de mate dat het wordt goedgekeurd door de CREG en ondertekend door beide Partijen.

27/07/2016

Bijlage 2



Green Power Measurement System
Norther
Date 2016.05.04



RD

DMS information	Green Power Measurement System Norther	Technical specification
Date: 2016.05.04		Approved by: LMN
Created by: MARAS		Created date: 2016.05.04

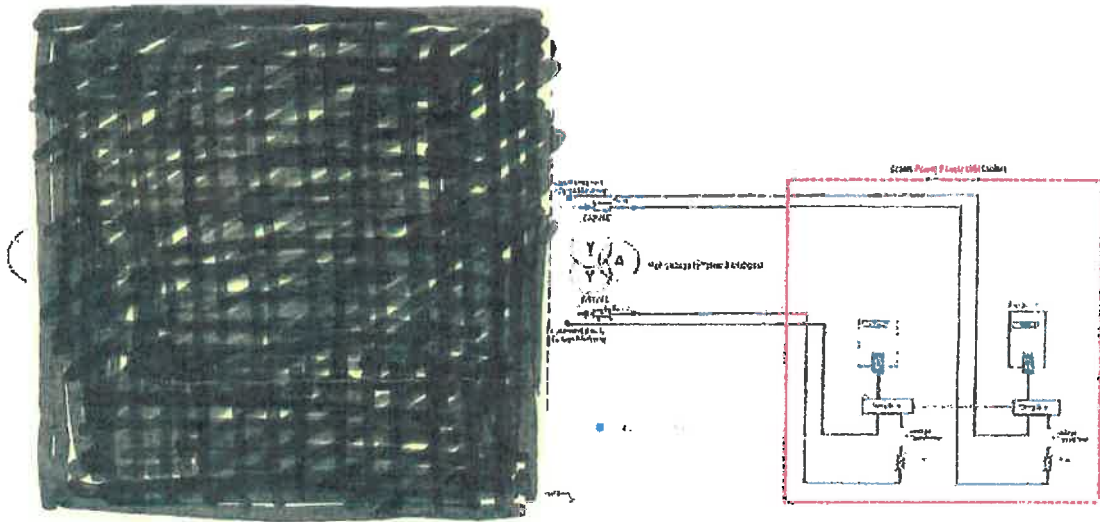
Introduction

The purpose of this document is to describe the functionality and to give an overview of the Green Power Measurement System – installed in each WTG.

The Contractor will supply, install and commission a “green power measurement system” in accordance with the relevant requirements of the Belgian Royal Decree of 16 July 2002 [betreffende de instelling van mechanismen voor de bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen], Employers Requirements D.A.01 [Functional Requirements WTG] and as further described in this Annex 4.1A-2.3D [Green Power Measurement System Norther].

The Green Power Measurement System measures power produced by the wind turbine generator minus power consumption by the wind turbine for auxiliary functions.

The Green Power Measurement System will be installed and connected on LV side (measurement points – Low Voltage Metering) at the HV transformer and placed in the tower in each WTG as shown in the diagram below.



Handwritten initials: S D

DMS information	Green Power Measurement System Nortner	Technical specification
Date: 2016.05.04		Approved by: LMN
Created by: MARAS		Created date: 2016.05.04

System Description

The Green Power Measurement System in each WTG consists of;

- Complete set of current transformers (CTs) installed on the LV side at the HV transformer.
- A Green Power Panel/LVM cabinet installed in the tower with voltage transformers (VTs), metering units/energy meters (wh – and VAh – counter) complete with fuses, power supply and batteries, cables etc. and communication interface for Ethernet and remote readable module implemented in the meter and hardware for data collection.
- IP address for remote connection and NTP server for time synchronization will be implemented.
- Network connection (cables) for collection of historical data will be provided.
- All the LV connection points will be sealed.

Power measurement is based on:

- Current transformers [REDACTED]
- Voltage transformers [REDACTED]
- Metering unit/Energy meter [REDACTED]

** Final details of CTs, VTs and meter have to be clarified during details design phase.

The current transformers (CTs) shall be installed on the LV side at the HV transformer inside the transformer room.

The voltage transformers (VTs) and metering unit/energy meter shall be installed inside the Green Power Panel/LVM cabinet and is secured from unauthorised access.

The Green Power Panel/LVM - shall be installed in an accessible and visible location in the WTG.

The Green Power Measurement System in each WTG shall be delivered with supplier certificates (including information of accuracy/deviation) for current transformers, voltage transformers and metering unit/energy meter. The certificates will be issued to for the Employer prior to load out of the subject WTG at the Assembly Yard.

The Contractor is responsible for the certification of the Green Power Measurement System according to the applicable Laws.

The Employer is responsible for obtaining the approval of the Green Power Measurement System according to the applicable Laws.

The Contractor shall, provide the necessary assistance and information required for the Employer to obtain approval in accordance with the Belgian Royal Decree of 16 July 2002.

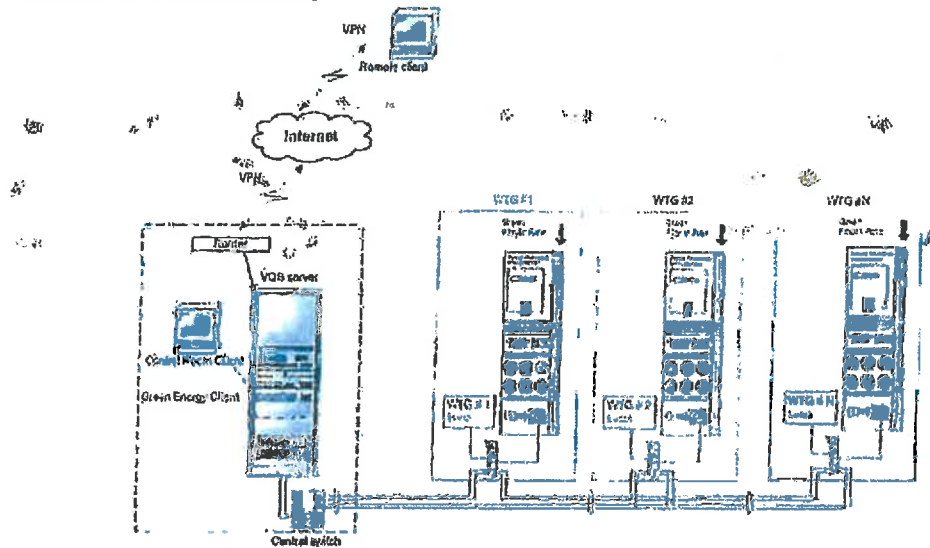
DMS information	Green Power Measurement System Norther	Technical specification
Date: 2016.05.04		Approved by: LMN
Created by: MARAS		Created date: 2016.05.04

Reporting

The Green Power Measurement System in each WTG will be connected and integrated in the VestasOnline™ Business SCADA system as shown below.

Integration of data collection from the Green Power Measurement System by [REDACTED] equipment shall be possible, details to be clarified between the Parties. Contractor shall provide and install the hardware for the data collection [REDACTED]

Principle overview drawing



The SCADA system will log and store the following data (GPS stamp 15 min values) from the metering units/energy meters as a minimum:

- Current (3 phases)
- Voltage (3 phases)
- Frequency
- Active power (import and export), kWh
- Reactive power (import and export), kVarh

It will be possible to create a prefixed production report in the VOBS system and to export data via the collected data viewer module and via the data export module.

[Handwritten signature]

**BIJLAGE 3: CERTIFICAAT TER VALIDATIE VAN DE MEETMETHODIEK
OVEREENKOMSTIG ARTIKEL 6.1 VAN DE OVEREENKOMST**

Dit certificaat zal worden aangeleverd door een onafhankelijk erkend organisme zodra het meetprincipe effectief zal kunnen worden gevalideerd in overeenstemming met artikel 6.1, en doet geen enkele afbreuk aan de verplichtingen van contractpartijen onder de Overeenkomst.

Paraaf ELIA :

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'E' or similar character.

Paraaf Contractant :

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long tail.

27/07/2016

Confidentieel werkdokument, slechts bindend in de mate dat het wordt goedgekeurd door de CREG en ondertekend door beide Partijen.

Bijlage 3

**BIJLAGE 4: GOEDKEURINGSBESLISSING CREG MET BETREKKING TOT DE
AANVRAAG GROENESTROOMMETHODIEK**

Deze beslissing zal worden aangeleverd zodra beschikbaar, en doet geen enkele afbreuk aan de verplichtingen van contractpartijen onder de Overeenkomst.

Paraaf ELIA :

Confidentieel werkdokument, slechts bindend in de mate dat het wordt goedgekeurd door de CREG en ondertekend door beide Partijen.

Paraaf Contractant :

27/07/2016

Bijlage 4

BIJLAGE 5: VERZAKINGSBRIEF NORTHER DD. 04/07/2016 AAN CREG

Paraaf ELIA :

Confidentieel werkdokument, slechts bindend in de mate dat het wordt goedgekeurd door de CREG en ondertekend door beide Partijen.

Paraaf Contractant :

27/07/2016

Bijlage 5

Aangetekend
Commissie voor de Regulering van de
Elektriciteit en het Gas
T.a.v. mevr. Fauconnier
Voorzitster van het Directiecomité
Nijverheidsstraat 26-38
1040 Brussel

Sint-Niklaas, 4 juli 2016

Onze ref.: NRT_0007_CREG_Verzakingsbrief_CREG-28062016_20160704

Norther - bepaling LCOE en Correctiefactor

Geachte mevrouw Fauconnier,

In de communicatie van de minister van Energie Mevr. Marghem d.d. 9 juni 2016 gericht aan Norther NV en conform de beslissing van de Ministerraad van diezelfde dag, werd het ondersteuningsmechanisme waarop Norther aanspraak kan maken, kenbaar gemaakt.

Wij begrijpen dat de CREG kopie van deze brief heeft ontvangen.

De regering is op vandaag nog steeds bezig dit nieuwe ondersteuningsregime om te zetten in de relevante regelgeving.

Op basis van de wet van 29 april 1999 en het KB van 16 juli 2002 heeft Norther op 29 april 2016 een aanvraagdossier tot bepaling van de LCOE bij de CREG neergelegd en op 21 juni 2016 heeft zij een aanvraagdossier tot bepaling van de kabelondersteuning overgemaakt.

Teneinde de CREG desalniettemin in staat te stellen spoedig een besluit te nemen zodat Norther haar vooropgestelde financial close kan bereiken, gaat Norther akkoord met de inhoud van de communicatie van 9 juni 2016 betreffende het ondersteuningsregime voor Norther.

Norther NV
Maatschappelijke zetel : John Cordierlaan 9, 8400 Oostende
Project office: Industriepark West 73, 9100 Sint-Niklaas
[t]+32(0)3 780 98 15 [e-mail] info@norther.be
BTW NORTHER BE08.9605.2742

p 1/2



Met betrekking tot de aanvraagdossiers die op 29 april 2016 en 21 juni 2016 bij de CREG werden ingediend:

- verklaart Norther dat zij zich, in afwijking van artikel 14§1, 1bis van het KB van 16 juli 2002 akkoord verklaart met een vaste LCOE van 124,00 EUR/MWh zoals bepaald in bovenvermelde communicatie van 9 juni 2016 en verzaakt Norther aan enig LCOE bedrag boven 124,00 EUR/MWh (berekend over een periode van 20 jaar) zoals bepaald in de communicatie van 9 juni 2016 (zonder afbreuk te doen aan de kabelsubsidie en -toeslag zie verder);
- verzaakt Norther aan de aankoopverplichting van groenestroomcertificaten tijdens het twintigste jaar (met andere woorden de aankoopverplichting geldt voor 19 jaar);
- verzaakt Norther aan de driejaarlijkse herziening van de LCOE in functie van de werkelijke exploitatiekost (OPEX);
- verklaart Norther dat zij zich, in afwijking van artikel 7§2 van de elektriciteitswet van 29 april 1999, akkoord verklaart met een bedrag van 8,2 EUR/MWh voor de kabeltoeslag en verzaakt Norther aan enige kabeltoeslag boven de 8,2 EUR/MWh (zonder afbreuk te doen aan de rechten op basis van de elektriciteitswet op de kabelsubsidie van 25 miljoen EUR);
- verzaakt Norther aan de driejaarlijkse herziening van de correctiefactor en aanvaardt zij de jaarlijkse herziening van de correctiefactor.

Wat betreft de correctiefactor vraagt Norther aan de CREG om voor het eerste jaar na de financial close een correctiefactor van 16,15% (9,7 % + 6,45 % voor profile cost) goed te keuren.*

Norther verzoekt de CREG tevens om haar dossier zo spoedig mogelijk en definitief te willen behandelen en te beslissen om Norther toe te laten het contract voor het aankopen van groenestroomcertificaten met Elia zo spoedig mogelijk af te sluiten en het tevens zo spoedig mogelijk door de CREG te laten goedkeuren.

Met hoogachting,

In naam van de NV Norther



Emile Dumont
Bestuurder van Norther



Miguel de Schaetzen
Permanent vertegenwoordiger van
Realfi BVBA
Bestuurder van Norther

* De berekening loopt volgens het PPA contract van Norther telkens over 12 maanden, startend op 1e dag van 16e maand voor het jaar Y en eindigend op laatste dag van 5e maand voor het jaar Y.

Norther NV

Maatschappelijke zetel : John Cordlerlaan 9, 8400 Oostende

Project office: Industriepark West 73, 9100 Sint-Niklaas

{t}+32(0)3 780 98 15 [e-mail] info@norther.be

BTW NORTHER BE08.9605.2742

p 2/2



ANNEXE 2

**Réponse d'ELIA du 9 septembre 2016 au projet de décision
(B)160901-CDC-1563**



**RAADPLEGING OVER ONTWERPBESLISSING 1563 OVER DE
VRAAG TOT GOEDKEURING VAN HET VOORSTEL VAN
CONTRACT VOOR HET AAKOPEN VAN
GROENESTROOMCERTIFICATEN TUSSEN N.V. ELIA SYSTEM
OPERATOR EN DE N.V. NORTHER**

09/09/2016

BIJDRAGE

Elia System Operator SA bevestigt de goede ontvangst van het Raadplegingsdocument (RD)160901-CDC-1563 te weten "ONTWERPBESLISSING (B)160901-CDC-1563 over de vraag tot goedkeuring van het voorstel van contract voor het aankopen van groenestroomcertificaten tussen de N.V. ELIA SYSTEM OPERATOR en de N.V. NORTHER", welke ons per e-mail werd bezorgd op 2 september laatstleden.

Wij hebben kennis genomen van deze ontwerpbeslissing en de er in opgenomen analyse.

Elia wenst hierbij de volgende twee opmerkingen te formuleren:

- Met betrekking tot de opschortende voorwaarde in de beslissing (het positieve antwoord van de Europese Commissie), acht Elia deze voorwaarde niet als een hinderpaal voor de ondertekening en finalisatie van het contract gezien het feit dat het contract reeds een bijzondere bepaling bevat die ook een link maakt naar een positieve goedkeuring van de Europese Commissie.
- Met betrekking tot de opmerking rond bijlagen 3 en 4, erkent Elia de analyse van de CREG. Elia zal in afstemming met Norther de aangepaste bijlagen ter goedkeuring aan de CREG voorleggen.

Waar het voorstel van contract voor het aankopen van de groenestroomcertificaten wordt goedgekeurd, kunnen we u bevestigen dat Elia verder geen bezwaren heeft of andere opmerkingen wenst te formuleren aangaande deze ontwerpbeslissing, waarmee rekening moet worden gehouden met het oog op het definitief maken van de goedkeuringsbeslissing aangaande voormeld voorstel van contract.

De bovenstaande bijdrage is niet vertrouwelijk.

ANNEXE 3

**Réponse de NORTHER du 12 septembre 2016 au projet de
décision (B)160901-CDC-1563**

Commissie voor de Regulering van
de Elektriciteit en het Gas
T.a.v. de heer A.Tirez
Nijverheidsstraat 26-38
1040 Brussel

**Per aangetekende brief met
ontvangstbewijs en per e-mail
aan bart.dewaele@creg.be**

Sint-Niklaas, 12 september 2016

Onze ref.:

NRT_0010_CREG_Norther - Bepaling ontwerpbeslissing 160901-CDC-1563_20160909

Geachte heer Tirez,

Wij verwijzen naar uw schrijven gedateerd op 2 september 2016 met in bijlage de ontwerpbeslissing zoals hierboven vermeld.

Conform uw verzoek willen wij u hierbij laten weten geen verdere bemerkingen te hebben op uw beslissing.

Wij verzoeken u beleefd, in het kader van de strikte timing van het project Norther naar Financial Close, de beslissing te willen bevestigen zodra u ook de reactie van de N.V. Elia System Operator heeft ontvangen.

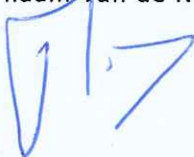
Wij willen u verzoeken de bijlage 2 aan het contract voor het aankopen van groenestroomcertificaten en de bijlage 5 met de zgn. verzakingsbrief vertrouwelijk te willen markeren en behandelen.

Deze gegevens betreffen onder meer gevoelige commerciële informatie. Wij dienen onder meer een contractuele vertrouwelijkheidsverplichting na te leven ten aanzien van de partijen met wie wij in onderhandeling zijn geweest.

Wij danken u bij voorbaat voor de aandacht die u aan dit schrijven wijdt en blijven ter uwer beschikking voor elke verdere bespreking en toelichting.

Met hoogachting,

In naam van de NV Norther



Realfi BVBA
Vertegenwoordigd door Miguel de Schaetzen

Bestuurder NV Norther



Peso Verde BVBA
Vertegenwoordigd door Peter
Goderis
Bestuurder NV Norther